

La République islamique, un pouvoir « assis sur une baïonnette »

Le secret de la survie de la République islamique, malgré des turbulences et des tempêtes dévastatrices vécues, malgré deux guerres majeures traversées, malgré la perte de toute légitimité intérieure et un isolement quasi total sur la scène internationale, malgré l'asphyxie économique, la perte de ses tentacules supplétives dans la région et des pertes extrêmement lourdes lors de la guerre de douze jours, repose sur trois facteurs fondamentaux :



1. Dès le premier jour, une stratégie à long terme visant à empêcher à tout prix l'émergence, la formation et même l'embryon de toute forme d'organisation indépendante du régime — politique, syndicale ou civile — parallèlement à la répression physique systématique des organisations et des militant.es de gauche, démocrates et opposant.es au régime. Ce facteur a joué un rôle clé dans l'absence actuelle d'une force politique alternative à la République islamique, à un moment où l'ampleur des mobilisations fait trembler le régime.
2. La politique de complaisance des puissances impérialistes et du marché mondial du capital envers ce régime, malgré des tensions et des divergences sérieuses.
3. L'appui sur une force de répression idéologique fondée sur le chiisme duodécimain, messianique et dans l'attente de l'Imam caché, profondément croyante et engagée dans la domination de l'islam, totalement loyale au Guide suprême, aguerrie par de guerres et par la répression de multiples soulèvements urbains, dotée des équipements militaires, informationnels et de communication les plus modernes, et prête à commettre n'importe quel crime contre l'humanité.

Aperçu de la machine répressive de la République islamique d'Iran

Avant même de bâtir et d'organiser son appareil répressif structuré — les Gardiens de la révolution, le Bassidj, les milices paramilitaires, etc. — Khomeiny a voulu écraser ses contradicteurs ainsi que les personnes critiques. Alors que le processus révolutionnaire de 1979 était encore en cours, il s'est appuyé pour y parvenir sur ses partisans les plus déterminés. Cela s'est manifesté par des agressions physiques menées par des bandes de fanatiques religieux armés de couteaux et de gourdins, la perturbation violente de rassemblements ou meetings de gauche et/ou de démocrates, l'espionnage et la délation au sein des Comités et Conseils révolutionnaires et populaires, une propagande intense, des incendies criminels de locaux des opposants ; etc.

L'ADN des forces de répression de la République islamique est constitué de ces éléments. Le recours, dès l'origine, à une base sociale répressive, depuis la gestation du régime jusqu'à la création d'appareils officiels structurés, constitue une différence qualitative entre ce régime fasciste et totalitaire et les dictatures classiques ou issues de coups d'État, généralement appuyées sur l'armée héritée du régime précédent ou sur des groupes de mercenaires.

Certes, cette base sociale s'est largement effondrée au fil des décennies et le rapport entre la société et l'État s'est profondément transformé, mais la nature et l'essence fascistes du régime et de ses forces de répression demeurent largement celles façonnées dès l'origine.

• Le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI)

Le CGRI (Sépâhé-Pâssdârâne) est issu de Comités révolutionnaires et de Conseils de quartiers et d'usines apparus lors de la révolution, après les avoir préalablement « épurés » des forces de gauche. La discrimination (en termes de confiance et de valeur) envers l'armée héritée du Shah par rapport au CGRI, découle précisément de ces origines distinctes.

Durant les huit années de la guerre Iran-Irak (1980-1988), l'armée et le CGRI furent tous deux envoyés au front. Mais c'est le CGRI qui en est sorti comme une force combattante et commandante aguerrie et dominante. Depuis lors, l'armée est reléguée à l'arrière-plan, placée dans l'ombre du CGRI, voire sous sa surveillance du point de vue des services de renseignement et de sécurité.

Le nom même de « Gardiens de la révolution islamique » résume parfaitement sa fonction : être la colonne vertébrale de la protection du régime islamique. Les conditions de recrutement y sont extrêmement strictes, soumises à de multiples filtres sécuritaires, idéologiques et religieux, et chaque membre, quel que soit son rang, fait l'objet d'un contrôle permanent.

• Un empire économique sans équivalent

Le CGRI est devenu le principal actionnaire et bénéficiaire de l'économie nationale, à tous les niveaux : propriété foncière et ressources naturelles, production, industries militaires et nucléaires, internet, exportations et importations, système bancaire, pétrole et gaz, mines, mégaprojets de construction, gestion des réseaux de contrebande et de contournement des embargos.

Cette position économique exclusive et monopolistique lui confère un pouvoir clé au sein de l'État, sans commune mesure avec celui des oligarchies ou mafias économiques classiques dans le monde. Le CGRI est devenu une composante centrale du pouvoir politique et de la grande « bourgeoisie » iranienne.

Il dispose en outre de son propre service de renseignement parallèle au ministère officiel, de centres de détention et de prisons indépendants de l'appareil judiciaire, de son agence de presse et de multiples institutions étatiques. À cela s'ajoutent ses forces parallèles dominant l'ensemble des structures militaires : forces terrestres, aérospatiales et navales du CGRI, Force Al-Qods, cyberarmée et Organisation du Bassidj. Le CGRI ne rend de comptes à personne d'autre qu'au Guide suprême et échappe à tout contrôle fiscal.

• Le Bassidj et les « civils en tenue »

Le génie cynique de Khomeiny et des architectes de la machine répressive a consisté, dès le départ, à disposer de plusieurs institutions parallèles, indépendantes les unes des autres, chacune dotée de missions spécifiques : CGRI, Armée, Bassidj, forces de l'ordre...

• L'Organisation du Bassidj

Créée par décret de Khomeiny dans le cadre du

projet des « vingt millions de bassidjis » (mobilisation des démunis) dans un pays alors peuplé de trente millions d'habitants, cette organisation est une structure de répression fasciste au sens strict, largement clandestine.



Outre sa mission officielle et visible — surveillance, identification, délation, constitution de dossiers, fonctions de « sécurité interne » et interventions violentes dans toutes les institutions publiques et privées (écoles, universités, administrations, usines, hôpitaux, transports, etc.) — elle assume une mission non officielle mais vitale : la répression directe des manifestations, grèves et mouvements de rue par les « soldats de l’Imam du Temps » (Imam caché), connus sous le nom de « civils en tenue ».

Organisés dans toutes les villes, quartiers et mosquées, en cellules armées d’armes blanches et d’armes à feu, ils opèrent sans uniforme afin que leurs crimes ne soient pas officiellement attribués à l’État. Ceux-ci sont présentés comme des actes des manifestants eux-mêmes ou comme une réaction « spontanée » de croyants fidèles contre les ennemis de l’islam et de la révolution.

Le Bassidj recrute parmi des fanatiques religieux loyaux au régime et au Guide suprême, mais aussi parmi des prisonniers de droit commun. Des condamnés à mort ou jugés dangereux sont graciés en échange de leur participation à la répression. Sont également recrutés des mercenaires attirés par les privilèges et avantages accordés aux bassidjis.

• Les forces de l’ordre de la République islamique

La police nationale compte plus de 260 000 agents actifs, incluant la police, les unités spéciales, les gardes-frontières et la police de la route. Une part essentielle des missions des unités spéciales consiste à « *contrôler les rassemblements illégaux, les émeutes et troubles à l’ordre public, rétablir l’ordre en situation de crise, protéger les sites sensibles et coopérer avec les services de sécurité* ».



Les unités spéciales sont déployées en premier contre les manifestations, utilisant des motos lourdes équipées de mitrailleuses, des armes de poing, des gaz lacrymogènes et chimiques, des matraques et des pick-up armés. Les bassidjis en civil interviennent en appui, armés de dagues et de pistolets, tout en assurant l’infiltration, le repérage, l’inflexion et le contrôle des slogans, ainsi que la déviation des cortèges vers les pièges tendus par la police.

• Les forces supplétives régionales

La mission des forces supplétives régionales diffère de celle des forces de répression intervenant sur le territoire iranien, mais leur idéologie, leur loyauté et leur dépendance vis-à-vis du régime iranien sont identiques. Actives en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, elles sont entraînées à la guerre et au meurtre, et font preuve d’une extrême brutalité.

La possibilité de leur recours pour renforcer la répression interne en cas de situation d’urgence a toujours été évoquée. Par le passé, et encore lors de la répression de janvier dernier, des informations ont fait état de leur participation directe à l’écrasement des manifestants.

Selon des statistiques approximatives, le régime disposerait d’une force de 125 000 à 190 000 membres du Corps des Gardiens de la révolution islamique, de plus d’un million de membres enregistrés du Bassidj — dont environ 90 000 éléments actifs et formés — ainsi que d’environ 260 000 policiers.

- Avec les deuxièmes plus grandes réserves mondiales de gaz, les troisièmes réserves de pétrole et une moyenne d’environ 280 jours d’ensoleillement par an, l’Iran n’a nullement besoin de l’énergie nucléaire. Si la République islamique a transformé le dossier nucléaire en une question de vie ou de mort et y a englouti des milliards de dollars, c’est uniquement parce qu’elle cherche à garantir sa propre survie et à doter son projet d’empire chiite — et l’« Imam du Temps » — de l’arme nucléaire.

Au vu de la structure et de la nature des forces de répression du régime, l'hypothèse d'une défection massive ou d'un effondrement interne conduisant à une chute rapide du régime apparaît hautement irréaliste.